

## RENCONTRE DU MSP À ORAN

# «Nous demandons l'intervention de Bouteflika pour sauver les réformes»

**Lors d'une rencontre des militants du MSP qui a eu lieu hier au musée El-Moudjahid, Abdelkader Abdellaoui, secrétaire national chargé des élus du parti, a eu à intervenir en remplacement à la dernière minute d'Aboudjerra Soltani qui, nous dit-on, s'excuse de ne pouvoir présider la rencontre car il a dû partir en voyage, sans donner plus de précision.**

Tout en sollicitant l'intervention du président de la République pour sauver les réformes politiques, M. Abdellaoui a abordé devant l'assistance la nouvelle loi organique relative au régime électoral, considérant qu'elle ne prévient pas suffisamment la fraude. «Les réformes qu'a subi cette loi ne sont en fait

qu'un ensemble de retouches sans pour autant s'aventurer dans le fond pour assurer un bon déroule-

ment de la prochaine échéance électorale», précisera-t-il. Il ajoutera que pour les prochaines élections de 2012, la fraude et l'abstention prédomineront en l'absence d'assurance et de clarification de la loi relative au régime électoral, notamment l'article 170 qui stipule la mise en place d'une commission de supervision des élections qui opérera lors de chaque scrutin, composée de cinq magistrats dési-

gnés par le chef de l'Etat. «Ce mécanisme de contrôle introduit par l'article 170 n'est pas suffisamment clair», dira l'intervenant.

Le secrétaire national chargé des élus du MSP met en garde : «Si tous les projets de loi restants sont votés de la même manière, nos députés s'abstiendront de voter, comme ce fut le cas pour la loi sur le régime électoral et en feront de même pour le projet de loi

sur l'information. Sauf si les discussions avec les intéressés aboutissent à la nécessité d'un vote.» Concernant la participation ou non du MSP aux prochaines élections, l'intervenant dira : «Nous prendrons part aux élections législatives et locales de 2012, d'autant qu'il s'agit des premières élections pluralistes qui auront lieu en dehors de l'état d'urgence.»

A. B.

## BELKHADEM À TIARET :

## «Le FLN est porteur d'un projet de société»

**Abdelaziz Belkhadem, secrétaire général du FLN était hier à Tiaret où il a animé son premier meeting devant ses militants. D'emblée, il dressa une rétrospective non sans mettre en valeur les résultats de la réconciliation nationale marquée, dira-t-il, par le retour incontesté à la paix et la réhabilitation de l'Algérie à l'échelle internationale.**

Intervenant dans une salle pleine à craquer, Belkhadem saisira l'opportunité pour souligner que son parti est on ne peut plus optimiste quant aux réformes du président contrairement, dira-t-il, à ceux qui doutent de la capacité de l'Algérie à sortir de la crise. Poursuivant ses propos, le

patron du FLN devait également signifier à ses détracteurs que son parti n'est pas responsable de la fermeture des usines et la perte d'emplois de milliers d'Algériens en 1997 et encore moins de la tragédie nationale du pays.

Le FLN a assumé pleinement son devoir en libérant le pays et continuera son militantisme, insistera-t-il pour parachever l'œuvre du développement.

D'un ton sec et affirmé, le n°1 du FLN devait également faire allusion à ses détracteurs en leur déclarant que ceux qui parient de loin n'ont qu'à entrer en compétition et le peuple tranchera, ajoutant que le FLN est porteur d'un projet de société en adéquation avec les attentes de l'Algérie profonde, lance-t-il.

A noter la présence à la tribune d'un bon nombre de mili-



Photo : Samir Sid

tantes et d'organisations estudiantines, brandissant des banderoles et des slogans caution-

nant les directives issues du 9<sup>e</sup> congrès.

Mourad B.

## AÏN DEFLA

## Les militants du FLN appuient la demande de la tenue d'un congrès extraordinaire

**Les contestataires de la décision prise par Abdelaziz Belkhadem de désigner pour un second mandat le mouhafedh sortant, malgré les critiques et les manifestations de rejet de cette décision par la base militante, ont fini par basculer dans le camp des redresseurs ou à émigrer vers d'autres formations politiques.**

«Parce que marginalisés», ils appellent alors à la tenue d'un congrès extraordinaire pour, déclare-t-on, «réparer tous les dégâts

qu'a générés le 9<sup>e</sup> congrès», qu'on qualifie maintenant de «congrès illégitime»

C'est ce qu'on peut lire dans le communiqué diffusé après la réunion qui s'est tenue à Aïn Defla, et qui a regroupé un grand nombre de cadres et militants «convaincus de la remise en cause du 9<sup>e</sup> congrès et de son «illégitimité». Ces derniers s'élèvent avec force contre «la désignation d'individus pour des intérêts personnels et non pas dans celui du parti, en contradiction flagrante avec l'éthique militante et le règlement intérieur du FLN».

Selon le procès-verbal de ladite réunion, l'ensemble des militants et cadres du parti de

la wilaya de Aïn Defla déclarent avoir fait totale allégeance et officiellement (correspondance adressée à la direction du parti) au Mouvement de redressement du FLN en date du 2 novembre dernier. En outre, à l'issue de la réunion du bureau de wilaya provisoire, composé de 9 membres représentant le Mouvement de redressement du FLN, il a été élu à sa tête, en tant que secrétaire général, l'actuel P/APW, Mohammed Nadjem, qui se fixe comme mission de mener toutes les actions à même de faire aboutir les revendications de la base militante.

Karim O.

## UN PLATEAU RADIOPHONIQUE POUR DÉBATTRE DU PHÉNOMÈNE

## 2 171 cas de femmes violentées et 5 décès en 2010 à Tiaret

Pas moins de 2 171 cas de femmes victimes de violence, dont cinq décédées, ont été déplorés en 2010 a déclaré vendredi un médecin légiste lors d'une journée de sensibilisation transmise, en direct sur les ondes de la Radio à partir de l'Office des établissements des jeunes (ODEJ) de la wilaya de Tiaret.

Ce chiffre, effarant à plus d'un titre, a connu une hausse vertigineuse de 86% par rapport à l'année 1993, devait préciser la responsable du service de médecine légale. Aussi, en faisant passer une série de photos «réelles» illustrant les atrocités inouïes

dont sont victimes certaines femmes violentées, la responsable du service de médecine légale voulait, en fait, montrer l'ampleur voire la gravité de ce fléau contre lequel tout le monde doit se mobiliser», a-t-elle souligné. Les cas les plus cités pour la circonstance étaient manifestement celui de cette jeune femme égorgée par son mari en pleine rue et devant son enfant ou de celui qui a sauvagement tué sa mère, sa fille et sa nièce avant de les enterrer. Les illustrations ont laissé planer un silence assourdissant dans l'auditoire composé essentiellement de femmes venues nombreuses

prendre part au plateau aux côtés des spécialistes invités pour examiner le phénomène du point de vue religieux, juridique, sociologique et psychologique.

La forte présence des représentants locaux du mouvement associatif et de la société civile a été remarquable dans l'enrichissement des débats d'autant que certaines adhérentes ne se sont nullement retenues pour briser le silence et dénoncer les actes de violence qu'elles ont subis aussi bien sur leur lieu de travail qu'au sein de leurs familles ou dans la rue. Ainsi, après toute une matinée consacrée aux

causes, aux conséquences, mais surtout aux témoignages directs ou à travers la radio, l'assistance, qui a accueilli favorablement l'initiative, devait dresser une palette de recommandations dont la nécessité d'instaurer des structures d'accueil pour cette frange de femmes, l'intensification de caravanes de sensibilisation, la création d'une cellule d'accompagnement et de soutien aux femmes violentées, la réouverture de la ligne verte et, enfin, la promulgation d'une loi protégeant la femme battue et condamnant l'auteur de l'agression.

Mourad Benameur